



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

Tokyo 2020 : les conséquences du report des Jeux Olympiques et Paralympiques à l'été 2021

Par Solène Vizier,

Rédactrice pour le compte des Ambassadeurs de la Jeunesse

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur

© Tous droits réservés, Paris, Ambassadeurs de la Jeunesse, 2020.

Comment citer cette publication :

Solène Vizier,

« Tokyo 2020 : les conséquences du report des Jeux Olympiques et Paralympiques à l'été 2021 », Ambassadeurs de la Jeunesse, 30 avril 2020.

Ambassadeurs de la Jeunesse

31 Rue de Poissy 75005 Paris

E-mail : contact@ambassadeurs-jeunesse.org

Site internet : www.ambassadeurs-jeunesse.org

Sommaire

Introduction – P. 2

Le report de Tokyo 2020, un coup de massue pour une économie japonaise en crise – P. 4

Un report aux conséquences économiques mondiales – P. 7

Du rêve olympique à la gestion de crise : conséquences pour la politique de Shinzo Abe – P. 10

Un impact majeur pour le sport mondial – P. 14

Conclusion – P. 20

Introduction

La flamme olympique n'illuminera pas le ciel de Tokyo en 2020. Le relais s'est arrêté à Fukushima, perturbé par la pandémie de coronavirus qui ravage le monde. Si le Comité International Olympique (CIO) a tout fait pour retarder l'échéance, le report des Jeux Olympiques et Paralympiques de Tokyo 2020¹ était inévitable. Face à la pression venue de l'ensemble de la planète sport, et alors que le Canada et l'Australie menaçaient de ne pas se rendre au Japon², Thomas Bach, le président du CIO, et Shinzo Abe, le Premier ministre japonais ont annoncé conjointement, mardi 24 mars, le report des Jeux de Tokyo à l'année suivante :

« Dans les circonstances actuelles et sur la base des informations fournies par l'OMS aujourd'hui, le président du CIO et le Premier ministre du Japon ont conclu que les Jeux olympiques de Tokyo devaient être reportés à une date postérieure à 2020 mais au plus tard à l'été 2021, pour protéger la santé des athlètes, de toutes les personnes impliquées dans les Jeux olympiques et de la communauté internationale »³.

Si le report a un temps été envisagé pour octobre 2020 mais rendu impossible par les risques sanitaires, les Jeux Olympiques se dérouleront à Tokyo du 23 juillet au 8 août 2021. Quant aux Jeux Paralympiques, ils se tiendront du 24 août au 5 septembre 2021. Le report des Jeux Olympiques et Paralympiques est une première en temps de paix. Depuis l'organisation des premiers Jeux Olympiques modernes, seules trois éditions avaient été annulées en raison des guerres mondiales en 1916, 1940 et 1944. Une édition reportée représente donc le symbole d'une crise mondiale d'une ampleur inédite.

¹ Les Jeux Olympiques et Paralympiques de Tokyo 2020 seront indifféremment notés « Jeux Olympiques », « JO », « Tokyo 2020 » ou « Jeux », toute mention prenant en compte l'organisation des Jeux Paralympiques.

² Reuters, « Canada, Australia withdraw from Tokyo 2020 as organizers ponder postponement », *CNBC*, 23 mars 2020. URL : <https://www.cbc.com/2020/03/23/olympics-canada-australia-withdraw-from-tokyo-2020.html>.

³ Comité International Olympique, *Communiqué commun du Comité International Olympique et du Comité d'organisation de Tokyo 2020*, 24 mars 2020.

Ambassadeurs de la Jeunesse

Il y a 80 ans, la politique expansionniste du Japon en Chine et le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale avaient contraint la mégalopole nippone à renoncer à accueillir les Jeux de 1940. Pour la seconde fois de son histoire, le Japon se voit obligé de modifier ses plans olympiques. Bien qu'évidente, la décision d'un report laisse entrevoir de nombreuses problématiques. Au-delà du simple enjeu sportif, la modification calendaire des Jeux Olympiques et Paralympiques aura un impact majeur sur les secteurs économiques et politiques.

I. Le report de Tokyo 2020, un coup de massue pour une économie japonaise en crise

La décision de reporter les Jeux Olympiques de Tokyo d'un an devrait générer des pertes économiques colossales, alors que l'économie japonaise, déjà en difficulté, souffre depuis des mois de l'impact du Covid-19. Victime de l'effet dissuasif sur la consommation d'une hausse de la TVA intervenue en octobre, le Produit intérieur brut (PIB) japonais avait connu, au quatrième trimestre 2019, sa pire chute depuis cinq ans (-1,6%). Après une fin d'année 2019 catastrophique, le Japon comptait sur les Jeux Olympiques pour relancer son économie. Ceux-ci auraient dû engendrer une augmentation du PIB de plus de 14 milliards d'euros⁴.

5 milliards d'euros de surcoût

Tokyo s'attend désormais à une importante récession face aux répercussions négatives du nouveau coronavirus sur l'économie mondiale. L'agence de notation Fitch prévoyait un recul de l'économie japonaise de 1,1% en 2020, sans tenir compte d'un report des Jeux. Ce dernier devrait « *creuser la pression négative* », « *de 0,5 à 0,8 point de pourcentage* », estime désormais Fitch Solutions⁵. L'agence de notation nuance cependant l'impact de la crise à long terme. Le report des Jeux devrait « *affecter la confiance des consommateurs japonais. Les*

⁴ BBC News, « Si no hay vacuna contra coronavirus, no habría Olímpicos en 2021 », El Universal, 18 avril 2020. URL : <https://www.eluniversal.com.mx/universal-deportes/mas-deportes/juegos-olimpicos-sin-vacuna-contra-covid-19-no-habra-justa-en-2021>.

⁵ Libération, « Le report des JO, un coup dur pour l'économie japonaise », Libération, 24 mars 2020. URL : https://www.liberation.fr/planete/2020/03/24/le-report-des-jo-un-coup-dur-pour-l-economie-japonaise_1782907.

Ambassadeurs de la Jeunesse

économistes de SMBC Nikko Securities ont, eux, prédit mardi que le report des JO aurait un impact négatif total de 660 milliards de yens (5,5 milliards d'euros) sur le PIB japonais cette année. Cependant, comme il s'agit d'un report de l'évènement et non d'une annulation pure et simple, l'impact sur la croissance devrait être nul à long terme ».

Le CIO a reconnu que le report engendrerait des « *coûts additionnels* » importants pour l'organisation internationale et le Japon. Les premières estimations font état d'une perte de 5,5 milliards d'euros. Si, à quatre mois des Jeux, la majorité des 11,6 milliards d'euros⁶ - supportés par la municipalité de Tokyo, le Comité d'organisation de Tokyo 2020 (financé par le CIO) et le gouvernement central japonais pour la mise en place des Jeux – avait déjà été dépensée, et qu'une partie des dépenses dues au report sera récupérée en 2021, le CIO comme le Japon doivent désormais faire face à des dépenses imprévues.

De nombreux coûts prévus sur plusieurs mois se prolongeront d'un an. Ainsi, les frais d'entretien annuels du seul stade olympique, inauguré en décembre dernier, sont estimés à 20,5 milliards d'euros. Outre l'entretien des installations, Tokyo devra également indemniser les sous-traitants et les employés des Jeux, supporter les coûts de remboursement des billets, organiser une nouvelle campagne de billetterie pour juillet 2021 et modifier l'ensemble de ses supports de communication malgré le maintien de l'appellation « *Tokyo 2020* ».

Un secteur du tourisme en perdition, des conséquences sur l'emploi

Les organisateurs des Jeux ne seront pas seuls à subir les lourdes conséquences économiques du report des Jeux. Touché de plein fouet

⁶ 6MEDIAS, « Le coût des JO de Tokyo 2020 dévoilé », *Capital*, 20 décembre 2019. URL : <https://www.capital.fr/economie-politique/le-cout-des-jo-de-tokyo-2020-devoile-1358225>.

Ambassadeurs de la Jeunesse

par la crise sanitaire du Covid-19, le secteur touristique japonais – qui génère 7,4% du PIB et 4,6 millions d'emplois – s'accrochait à l'espoir que les Jeux Olympiques l'aideraient à compenser les pertes de cette année. Comme le reste du monde, l'hôtellerie japonaise a cruellement souffert de la propagation du virus, en sus d'un regain des tensions entre Séoul et Tokyo ayant entraîné le boycott massif du Japon par les touristes sud-coréens⁷. Durant le seul mois de février, privé des touristes chinois et sud-coréens – qui représentent habituellement la moitié des visiteurs étrangers au Japon, le pays a vu son affluence touristique chuter de 58,3%⁸. Selon un sondage de l'Agence japonaise du tourisme (JTA), le nombre de réservations a baissé de 30 à 90% au cours des deux derniers mois par rapport à la même période en 2019.

Les Jeux Olympiques devaient attirer 600 000 spectateurs étrangers, pour un revenu estimé à 2 milliards d'euros⁹. 46 000 chambres avaient été sécurisées pendant les dates olympiques pour les organisateurs, les dirigeants de la planète sport, les médias et les sponsors. Selon le journal *Le Monde*, le logement entre particuliers – surnommé *minpaku* au Japon – aurait dû rapporter 1,1 milliard d'euros en 2020¹⁰. Le gouvernement japonais espérait ainsi atteindre les 40 millions de touristes étrangers en un an grâce aux Jeux – contre 31,8 millions en 2019¹¹.

La perte nette d'activité du report des Jeux, conjuguée à la pandémie de coronavirus, aura un impact important sur l'emploi. Les 8 000 employés dédiés à l'organisation des JO en juillet (3 500 en mars) perdront certainement leur emploi. Dans le secteur de la restauration et de

⁷ Libération, *Op. Cit.*

⁸ Aire Digital, « Coronavirus: el costo económico de los Juegos Olímpicos », *Aire Digital*, 25 mars 2020. URL : <https://www.airedesantafe.com.ar/deportes/coronavirus-el-coste-economico-los-juegos-olimpicos-n149799>.

⁹ Libération, *Op. Cit.*

¹⁰ MESMER Philippe, « Le report des Jeux Olympiques pèsera sur l'économie japonaise », *Le Monde*, 23 mars 2020. URL : https://www.lemonde.fr/sport/article/2020/03/23/le-report-des-jeux-olympiques-pesera-sur-l-economie-japonaise_6034126_3242.html.

¹¹ https://www.lemonde.fr/sport/article/2020/03/23/le-report-des-jeux-olympiques-pesera-sur-l-economie-japonaise_6034126_3242.html

Ambassadeurs de la Jeunesse

l'hôtellerie, s'il est encore trop tôt pour estimer le préjudice subi par les entreprises et leurs employés durant la crise sanitaire, il est cependant possible de prévoir de lourdes pertes.

II. Un report aux conséquences économiques mondiales

Des pertes substantielles pour le CIO et les sponsors TOP

Événement le plus suivi au monde avec la Coupe du Monde de football, les Jeux Olympiques représentent la pierre angulaire du modèle économique du CIO et du sport mondial. L'instance olympique suprême, créée par Pierre de Coubertin, dont les JO sont la principale source de financement, redistribue plus de 90% de ses revenus au mouvement sportif au sens large. Pour l'Olympiade de 2016, les revenus du CIO ont été alimentés par la commercialisation des droits TV pour 73% des recettes, et par les droits au marketing du programme TOP à hauteur de 18%.

Le programme TOP représente le cercle fermé des 14 entreprises pouvant utiliser l'image des Jeux Olympiques¹². Ces sponsors paient cher leur association au mouvement olympique. Sur quatre années (2013-2016), la dernière Olympiade – couvrant les Jeux Olympiques d'hiver de Sotchi 2014 et les Jeux Olympiques d'été de Rio 2016 – a généré 5,3 milliards d'euros de recette pour le CIO¹³.

¹² Coca-Cola, Airbnb, Alibaba Group, Atos, Bridgestone, Dow, GE, Intel, Omega, Panasonic, P&G, Samsung, Toyota et VISA seront les principaux partenaires des Jeux Olympiques de Tokyo, et font partie du programme *The Olympic Partners* (TOP).

¹³ <https://www.olympic.org/fr/finance>

Ambassadeurs de la Jeunesse

En 2014, la chaîne NBC, qui diffuse les Jeux depuis 1988 sur le territoire américain, a déboursé 7,12 milliards d'euros pour s'offrir les droits de diffusion olympiques jusqu'en 2032. La chaîne avait vendu près de 90% de ses encarts publicitaires pendant les JO, pour un montant supérieur à 1,14 milliard d'euros¹⁴. La décision de reporter les JO est un coup dur pour NBC, dont la stratégie pour le contenu sportif s'articule autour de la couverture des Jeux tous les deux ans. Si le groupe a assuré qu'il « *ne devrait pas accuser de pertes* »¹⁵ à long terme, Comcast / NBC Universal a d'ores et déjà annoncé qu'il ne ferait pas de bénéfices en 2020. Sur le plan logistique cependant, 2 000 personnes sont envoyées par NBC sur les sites olympiques pour gérer sa couverture en direct. Parmi eux, nombre d'indépendants spécialisés dans les événements en direct seront sans emploi cette année.

En parallèle, le report laisse en suspens de nombreuses questions juridiques. Le site Sports Illustrated¹⁶ explique ainsi que certains contrats, dont certains se terminent à la fin de l'été 2020, devront être renégociés avec le CIO ou le Comité d'organisation de Tokyo. L'auteur, Michael McCann, souligne également que « *les sponsors et les entreprises locales pourraient également souffrir financièrement des reports des Jeux Olympiques et Paralympiques* ». Des entreprises comme Coca-Cola ou Panasonic ont « *accepté de payer d'importantes sommes d'argent dans l'espoir que les Jeux olympiques auront lieu cet été. Ils s'attendent à ce que des millions de personnes voient leurs produits et services sur des panneaux, des bannières et des publicités* ». À défaut, la renégociation des contrats pourrait inciter les annonceurs à recalibrer leurs plans de dépense, après une année économique rendue difficile par la pandémie de Covid-19.

¹⁴ Ouest France, « Report des JO 2020. Un coup de massue par NBC, le diffuseur officiel », *Ouest France*, 27 mars 2020. URL : <https://www.ouest-france.fr/jeux-olympiques/report-des-jo-2020-un-coup-de-massue-par-nbc-le-diffuseur-officiel-6793385>.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ MCCANN Michael, « The Legal Complications of the Tokyo 2020 Olympics Postponement », *Sports Illustrated*, 24 mars 2020. URL : <https://www.si.com/olympics/2020/03/24/olympic-tokyo-2020-postponement-coronavirus-legal-impact-sponsorships-contracts>.

Ambassadeurs de la Jeunesse

Les 14 partenaires du programme TOP, les 67 partenaires nationaux du pays hôte ainsi que l'ensemble des diffuseurs détenteurs des droits – au nombre de 26¹⁷ – doivent ainsi revoir leur planification pour les années 2020 et 2021.

Le casse-tête des sites olympiques

Le report des Jeux Olympiques impacte également la gestion événementielle et immobilière de la ville de Tokyo. 43 sites avaient été prévus pour les Jeux, selon trois catégories : des sites dédiés au sport de manière quotidienne (stades), d'autres construits de manière temporaire pour l'occasion, et enfin des bâtiments dédiés à l'organisation non-sportive et réaménagés. Selon le CIO, « *plusieurs sites indispensables pour les compétitions pourraient ne plus être disponibles ensuite* »¹⁸. Le nouveau stade olympique de Tokyo est notamment concerné. D'une capacité de 68 000 places, il devait accueillir des concerts et d'autres manifestations sportives après les Jeux.

La reprogrammation d'événements touchera également l'imposant et prestigieux Tokyo Big Shit. Cet immense palais des congrès et des expositions devait accueillir durant les Jeux une gigantesque salle de presse. Or, ce lieu se réserve plusieurs mois à l'avance et plusieurs importants salons professionnels devaient se tenir en 2021. La réorganisation du calendrier 2021 s'annonce ici tendue, le Comité olympique devant convaincre les organisateurs d'autres événements de modifier leurs dates.

En parallèle, l'avenir du village olympique interroge. Composé de 5 600 appartements, le village des athlètes doit être transformé après les

¹⁷ CIO, *Les Enjeux du report des Jeux Olympiques*, 17 avril 2020. URL : <https://www.olympic.org/fr/news/les-enjeux-du-report-des-jeux-olympiques>.

¹⁸ AFP, « Coronavirus : reporter les JO-2020, un énorme casse-tête pour les organisateurs », *Le Point*, 23 mars 2020. URL : https://www.lepoint.fr/monde/coronavirus-reporter-les-jo-2020-un-enorme-casse-tete-pour-les-organisateur-23-03-2020-2368318_24.php.

Ambassadeurs de la Jeunesse

Jeux paralympiques pour devenir l'un des plus grands projets de réaménagement de Tokyo. Le consortium en charge de la construction devait débiter après les Jeux la transformation du futur complexe Harumi Flag. Les 21 tours sont construites sur un terrain à forte valeur immobilière, avec vue sur la paix de Tokyo et le mythique Rainbow Bridge. Les premiers clients devaient prendre possession de ces appartements en 2023. Le Comité d'organisation des Jeux de Tokyo devra geler l'attribution des nouveaux logements, et donc devra peut-être dédommager les futurs propriétaires.

III. Du rêve olympique à la gestion de crise : conséquences pour la politique de Shinzo Abe

Dans un scénario idéal, le Premier ministre Shinzo Abe aurait vu la flamme olympique illuminer un stade national bondé le 24 juillet prochain, sa côte de popularité bondissante et l'économie japonaise florissante grâce au tourisme. Le coronavirus en a décidé autrement. Les doutes et les incertitudes entourant la pandémie de Covid-19 ont conduit le gouvernement japonais à décaler les Jeux Olympiques à l'année prochaine. Ce report déborde dans la sphère politique et complique les plans politiques de Shinzo Abe et de son parti politique.

Tokyo 2020, une renaissance innovante après Fukushima

Alors que les Jeux Olympiques de 1964 étaient perçus comme un vecteur de progrès social et d'ouverture au monde 20 ans après la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement japonais souhaitait que les

Ambassadeurs de la Jeunesse

Jeux de 2020 « *changent l'avenir du Japon* »¹⁹, en revitalisant le pays. Tokyo 2020 devait raconter au monde le Japon contemporain avec les Jeux « *les plus innovants de l'histoire* ». Tokyo voulait montrer la voie des « *nouveaux* » Jeux Olympiques. Des Jeux Olympiques plus propres, où la ville qui les accueille ne se transforme pas, mais les intègre dans un environnement urbain durable. Ils devaient aussi être le symbole de la reprise nationale après plusieurs réformes « *Abenomics* ».

Neuf ans après la catastrophe nucléaire engendrée par le tsunami, les Jeux devaient enfin symboliser la renaissance de Fukushima. Le complexe sportif J-Village, longtemps utilisé comme un centre opérationnel de lutte contre les conséquences de 2011, est redevenu en avril 2019 un centre d'entraînement. Le 26 mars, le périple de la flamme olympique devait débiter au sein de ce centre construit en 1997. Fukushima devait également accueillir des matchs de baseball et de softball durant les Jeux. Comme l'a souligné le directeur de projet des communications internationales de Tokyo 2020, « *inscrire les JO à Fukushima, c'est un signal fort* ». Après le tsunami, 160 000 personnes avaient été évacuées. Certaines zones sont toujours interdites et plus de 40 000 habitants ne sont pas revenus. Avec les Jeux, le gouvernement espère convaincre les habitants de regagner les zones décontaminées et ainsi revitaliser l'espace.

L'héritage d'Abe contrarié

L'organisation des Jeux Olympiques a été au premier plan de la politique de Shinzo Abe depuis le début de son second mandat en 2012. Il s'y est consacré entièrement à partir de l'exercice 2018, où la majorité des projets mis en place par le gouvernement étaient liés aux Jeux. Au

¹⁹ VIZIER Solène, « Tokyo 2020 : des Jeux "écologiques et novateurs" ? », *Les Yeux du Monde*, 17 août 2019. URL : <https://les-yeux-du-monde.fr/actualite/41543-tokyo-2020-des-jeux-ecologiques-et-novateurs>.

Ambassadeurs de la Jeunesse

cours de l'année passée, le thème des Jeux Olympiques a été diffusé tout au long des discours du Premier ministre japonais. D'autant que les Jeux Olympiques représentent l'une des dernières chances d'Abe d'imposer son héritage et une influence politique à long terme. En effet, le Premier ministre a échoué, au cours de son troisième mandat, à mener à bien ses projets. Abe n'est d'abord pas parvenu à mettre fin aux différends territoriaux qui opposent depuis 75 ans le Japon et la Russie à propos des îles Kouriles. Il n'est pas non plus parvenu à régler la question sensible des ressortissants japonais enlevés par des agents nord-coréens dans les années 1970 et 1980. Son gouvernement est, en outre, empêtré dans des affaires de corruption²⁰.

Surtout, Shinzo Abe n'a pas été en mesure de mettre en œuvre son ambition ultime de réviser la Constitution pacifiste japonaise, rédigée par les États-Unis en 1947 et jamais amendée depuis. Le gouvernement d'Abe souhaitait en effet tourner la page du repentir vis-à-vis de la Chine et de la Corée du Sud et pouvoir faire du Japon une puissance qui se défend seule. Il espérait en effet inscrire dans le marbre l'existence d'une armée nationale et de capacités militaires offensives en lieu et place des actuelles « *Forces d'autodéfense* », alors que le Chapitre II de la Constitution consacre la renonciation du Japon à toute forme de guerre. L'article 9 précise ainsi :

« Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ou à la menace, ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux.

Pour atteindre le but fixé au paragraphe précédent, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'État ne sera pas reconnu »²¹.

²⁰ MESMER Philippe, « L'affaire Akimoto embarrasse le gouvernement Abe », *Le Monde*, 06 février 2020. URL : https://www.lemonde.fr/international/article/2020/02/06/l-affaire-akimoto-embarrasse-le-gouvernement-abe_6028664_3210.html.

²¹ Constitution du Japon, Chapitre II, Article 9, 3 novembre 1946.

Un programme politique bouleversé

Le mandat de Shinzo Abe à la tête du Parti libéral-démocrate – et donc du pays – prendra officiellement fin à l'automne 2021. Il y a encore un mois cependant, il était largement admis qu'Abe prévoyait de dissoudre la chambre basse de la Diète et de convoquer des élections anticipées entre septembre et décembre 2020. Le Premier ministre et le PLD espéraient ainsi profiter d'une remontée du moral national après le triomphe des Jeux Olympiques – en particulier grâce à un rebond économique provoqué par l'augmentation du tourisme – pour gagner de nouveaux sièges à la Chambre des représentants. Cette stratégie aurait donné une liberté certaine au successeur d'Abe – qui, selon les règles du Parti, ne peut pas se présenter pour un quatrième mandat – pour contrôler l'agenda politique, et notamment le calendrier des prochaines élections générales.

La pandémie de Covid-19 et l'urgence de santé publique qui en résulte, ainsi que le report d'un an des Jeux ont radicalement modifié les calculs du gouvernement japonais. Alors que le Japon doit désormais prolonger son effort olympique d'un an, les Jeux Olympiques pourraient devenir un fardeau pour un gouvernement sur la sellette, accusé d'avoir minimisé l'ampleur de la pandémie sur le territoire japonais, afin de ne pas avoir à reporter l'événement. Sa réponse initiale à la crise sanitaire a suscité de nombreuses critiques, avant que Tokyo ne décide de déclarer l'état d'urgence à l'échelle nationale jeudi 16 avril.

Sans marge de manœuvre et avec un débat sur la révision constitutionnelle enterré, le plus grand héritage d'Abe pourrait finalement se transformer en une tentative infructueuse de battre la déflation, alors que les coûts supplémentaires dus au report des Jeux pèseront d'autant plus lourd dans une économie en crise. Dans une situation de gestion de crise, les Jeux Olympiques pourraient devenir

Ambassadeurs de la Jeunesse

une responsabilité plutôt qu'une opportunité politique pour le gouvernement de Shinzo Abe.

IV. Un impact majeur pour le sport mondial

Au-delà des conséquences politiques et économiques, le report des Jeux Olympiques et Paralympiques 2020 bouleversera le calendrier sportif mondial. Décaler les Jeux à 2021 a créé un effet en cascade, où chaque événement déplacé aura un impact sur un autre. D'autant que de nombreuses disciplines et compétitions dépendent directement du calendrier des Jeux Olympiques et de leur système de qualification.

Des reports en cascade pour 2022

La Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) a ouvert la voie en annonçant, au lendemain des Jeux, l'ouverture de pourparlers avec les organisateurs sur un report des Championnats du Monde 2021. Ceux-ci devaient se dérouler à Eugene (Oregon, États-Unis) du 6 au 15 août 2021, une date rendue impossible par le choix du CIO et du Japon. Le président de l'IAAF, Sebastian Coe a annoncé leur reprogrammation du 15 au 22 juillet 2022. De son côté, la Fédération de natation a indiqué étudier la « *flexibilité des dates* » de ses Mondiaux, prévus du 16 juillet au 1^{er} août 2021.

L'équation s'annonce pourtant ardue. En effet, les Jeux du Commonwealth se dérouleront à Birmingham (Grande-Bretagne), du 27 juillet au 7 août. Quant à la deuxième édition des championnats d'Europe multisports, elle se tiendra à Munich du 11 au 21 août 2022. Ce dernier championnat risque de devenir un événement de seconde

Ambassadeurs de la Jeunesse

zone. Avec les Mondiaux programmés quelques semaines plus tôt, nombre d'athlètes pourraient décider de faire l'impasse sur les championnats d'Europe. Les Jeux de la Francophonie, prévus initialement du 23 juillet au 1^{er} août 2021 à Kinshasa (République Démocratique du Congo) seront également décalés à l'été de 2022.

D'autres sports olympiques devront aussi réviser leur calendrier afin de s'adapter à des Jeux décalés. En judo comme en gymnastique, des Championnats du Monde se tiennent tous les ans, à l'exception des années olympiques. Si les dates prévues – en septembre 2021 pour le judo en Ouzbékistan, à Copenhague du 18 au 24 octobre pour la gymnastique – ne coïncident pas avec les dates olympiques, les Fédérations internationales pourrait décider de décaler ces Mondiaux afin d'alléger le calendrier des athlètes. De même, la branche européenne des Fédération internationale de basket-ball et de volleyball devront revoir leur copie : les Euros étaient au programme de l'été 2021. Il en sera de même pour le cyclisme, où les dates du Tour de France se superposent aux dates des Jeux. Ouest-France indique que de nombreux sports seront impactés :

« Parmi les nombreuses autres disciplines qui organisent leur Mondial lors de l'année post-olympique et qui devront s'adapter, on trouve l'aviron (en Chine), le badminton (en Espagne), le canoë-kayak (sprint à Copenhague, slalom à Bratislava), l'escrime (au Caire), l'haltérophilie (à Lima), la lutte (à Oslo, mais en octobre), le pentathlon moderne (à Minsk), le taekwondo (en Chine), le tir à l'arc (aux États-Unis), le tir (pas encore attribué). L'équitation a, elle, prévu ses Championnats d'Europe à Budapest pour le dressage, le saut d'obstacles et la voltige, et au Haras du Pin dans l'Orne pour le concours complet »²².

La révision des critères de qualification et du calendrier du dopage

Le CIO a également dû procéder à la révision des principes de qualification olympiques. Les athlètes déjà qualifiés – soit 57% des 11 000 participants – resteront qualifiés. De même, les places

²² Ouest France, « Report des JO de Tokyo en 2021 : il faudra faire de la place dans les calendriers », *Ouest France*, 25 mars 2020. URL : <https://www.ouest-france.fr/jeux-olympiques/report-des-jo-de-tokyo-en-2021-il-faudra-faire-de-la-place-dans-les-calendriers-6791343>.

Ambassadeurs de la Jeunesse

qualificatives débloquées par certains pays le resteront. Cependant, les Comités Nationaux Olympiques demeureront maîtres pour sélectionner leurs athlètes. En outre, la période de qualification est prolongée jusqu'au 29 juin 2021. Les fédérations internationales conserveront « leurs propres dates limites pour la période de qualification pour autant que celles-ci soient antérieures au 29 juin 2021 »²³. La Fédération d'athlétisme des États-Unis (USATF) a ainsi annoncé que les « *Trials* » – les sélections américaines à l'issue desquelles seuls les trois meilleurs de chaque discipline gagnent leur sésame pour les Jeux – se tiendront du 18 au 27 juin 2021²⁴. Le CIO précise que les 43% de places de qualification restantes seront attribuées aux CNO et aux athlètes. « *Refléter, dans la mesure du possible, le processus d'attribution des places des systèmes de qualification initiaux pour chaque sport reste la priorité* », rappelle l'instance.

Concernant les places attribuées par classement, les Fédérations internationales auront toute latitude pour « *définir la nouvelle date limite du classement et le processus de qualification* ». De même, le CIO a apporté une réponse claire aux interrogations des athlètes inquiets quant aux épreuves limitées en âge. Le football par exemple, n'admet que les footballeurs âgés de moins de 23 ans, à l'exception de l'inscription de quatre joueurs plus âgés par équipe. Ainsi, « il est possible pour les FI d'étendre les critères d'admission relatifs à l'âge, le cas échéant, et de permettre aux athlètes qui étaient admissibles en 2020 de le rester un an plus tard, précise le CIO ». Les fédérations internationales auront à l'inverse le rôle d'évaluer l'admissibilité des athlètes trop jeunes pour l'édition 2020 mais qui atteindront la limite d'âge requis l'année prochaine.

²³ *Ibid.*

²⁴ Ouest France, « Athlétisme. Les sélections américaines pour les JO reportées du 18 au 27 juin 2021 », *Ouest France*, 21 avril 2020. URL : <https://www.ouest-france.fr/sport/athletisme/athletisme-les-selections-americaines-pour-les-jo-reportees-du-18-au-27-juin-2021-6814234>.

Ambassadeurs de la Jeunesse

Enfin, l'instance olympique suprême a annoncé le maintien des programmes sponsorisés par le CIO. Les bourses de la Solidarité olympique pour les athlètes se préparant aux Jeux ainsi que le programme de soutien aux athlètes réfugiés²⁵ ont été prolongés jusqu'en 2021. Le CIO a par ailleurs annoncé une allocation supplémentaire d'un montant de plus 25 millions de dollars au programme de Solidarité olympique, afin de « *couvrir les coûts supplémentaires des athlètes et des équipes liés au report d'un an des Jeux de Tokyo* »²⁶. Selon le CIO, 1 600 athlètes issus de 185 CNO bénéficient actuellement de ces bourses.

En matière de dopage, le report des Jeux aura un impact logistique important, entraînant la révision de toute la planification de l'Agence de contrôle international et des fédérations. Cependant, le CIO a d'ores et déjà clarifié la situation de l'Association Internationale de Boxe, suspendue à partir des Jeux de Tokyo : le report des Jeux à 2021 ne modifie pas la suspension de la reconnaissance de la fédération, qui reste donc valable. Le réexamen de son statut, qui devait intervenir après les Jeux, sera, elle aussi, reportée.

Paris 2024 : une opportunité dans la crise ?

En parallèle, le report des Jeux Olympiques et Paralympiques de Tokyo 2020 modifie aussi la donne pour Paris 2024. S'il est trop tôt pour évaluer l'impact de la crise sanitaire sur les grands chantiers des Jeux, puisque seule la construction du village olympique à Saint-Denis a débuté, d'autres secteurs de l'organisation des Jeux seront touchés.

²⁵ CIO, *Les programmes de la Solidarité olympique destinés aux athlètes pour Tokyo 2020 prolongés jusqu'en 2021*, 01 avril 2020. URL : <https://www.olympic.org/fr/news/les-programmes-de-la-solidarite-olympique-destines-aux-athletes-pour-tokyo-2020-prolonges-jusqu-en-2021>.

²⁶ Associated Presse, « Solidarité olympique : le CIO alloue plus d'argent aux athlètes pour 2021 », *La Presse*, 24 avril 2020. URL : <https://www.lapresse.ca/sports/tokyo-2020/202004/24/01-5270740-solidarite-olympique-le-cio-alloue-plus-dargent-aux-athletes-pour-2021.php>.

Ambassadeurs de la Jeunesse

Dans des propos relayés par Francs Jeux²⁷, le site français de référence sur l'olympisme, le directeur général du COJO Paris 2024, Etienne Thobois, fait le point sur la question. Il a cependant tenu à relativiser l'impact de la pandémie de Covid-19 sur l'organisation des Jeux parisiens : « *Nous ne voulons pas rajouter nos petits problèmes aux grands problèmes* », explique-t-il.

Pourtant, le secteur du marketing sera le premier à subir le contrecoup de la crise sanitaire du Covid-19. En effet, pour la première fois dans l'histoire de l'olympisme, 2021 sera une année de double olympiade. Cette cohabitation forcée pourrait nuire à Paris 2024 dans sa quête de sponsors, alors que ceux-ci contribueront au tiers du budget des Jeux²⁸. En effet, les partenariats sont généralement conclus à l'automne suivant les Jeux précédents – l'automne 2020 en l'occurrence pour Tokyo. Le COJO peut légitimement craindre une année blanche, d'autant qu'une récession économique mondiale pourrait mettre en péril les capacités d'investissements des entreprises. Le COJO s'est cependant montré rassurant sur ce point, indiquant que les discussions « *avec les potentiels partenaires [...] n'ont pas été interrompues* » durant la crise. D'autant que Paris 2024 a déjà signé des partenariats de longue date avec le groupe BPCE, EDF, la FDJ et Le Coq Sportif.

Tony Estanguet, le président de Paris 2024, a souligné à ce titre que le report des Jeux pouvait être une opportunité en termes de visibilité pour les entreprises partenaires de Paris 2024. « *Certains sponsors qui vont nous rejoindre dans l'année qui vient vont même bénéficier de l'exposition des Jeux de Tokyo alors que, s'ils avaient eu lieu cet été, cela n'aurait pas été le cas*²⁹ », a-t-il appuyé. Etienne Thobois soulève

²⁷ Francs Jeux, « Pour Paris 2020, transformer les contraintes en opportunités », *Francs Jeux*, 16 avril 2020. URL : <https://www.francsjeux.com/2020/04/16/le-report-des-jeux-de-tokyo-une-opportunit-e-pour-paris-2024/61051>.

²⁸ AFP, « Coronavirus : Le report des Jeux olympiques de Tokyo aura un impact sur Paris 2024 », *La Voix du Nord*, 27 mars 2020. URL : <https://www.lavoixdunord.fr/732242/article/2020-03-27/coronavirus-le-report-des-jeux-olympiques-de-tokyo-aura-un-impact-sur-paris-2024>

²⁹ TOUAUX Cyril, « Les Jeux de Paris-2024, un chemin plus tortueux que prévu », *La Provence*, 27 mars 2020. URL : <https://www.laprovence.com/article/sports/5945525/les-jeux-de-paris-2024-un-chemin-plus-tortueux-que-prevu.html>.

Ambassadeurs de la Jeunesse

néanmoins un problème inédit quant à l'équipementier de l'équipe de France olympique, sur lequel se penchera le COJO :

« Pour les Jeux de Tokyo, les droits appartiennent à Lacoste. Le contrat avec Le Coq Sportif doit débiter le 1er janvier 2021. Avec le report des Jeux, il y aura collusion des deux marques. Mais une solution devrait pouvoir être trouvée entre toutes les parties pour ne pénaliser personne ».

Si Etienne Thobois précise que l'organisation même du COJO sera également impactée – avec notamment un report des embauches, du programme des observateurs ou encore du transfert de drapeau entre Tokyo et Paris –, la communication représentera certainement le domaine le plus bouleversé par le report et la crise sanitaire. La mobilisation des Français autour de ce grand événement devait débiter à l'été, avec l'organisation de la Journée olympique le 23 juin et le lancement du Club 2024. Paris devra réadapter son programme, et, alors que l'interdiction des grands rassemblements pourrait se poursuivre jusqu'au début de l'année 2021, le COJO aura à se montrer innovant, avec le développement de nouvelles formes de communication et de mobilisation. Etienne Thobois perçoit là aussi une opportunité pour Paris 2024 dans l'après-crise :

« La crise sanitaire que le monde traverse donne encore plus de sens aux valeurs sur lesquelles nous avons construit notre projet : l'inclusion, la diversité, l'écologie, le sport comme outil de santé... Notre communication ne sera pas bouleversée par la pandémie et le report des Jeux de Tokyo, mais elle va encore plus insister sur le rôle que peut jouer l'événement Paris 2024 dans l'après crise sanitaire ».

« Nous devons être encore plus une force d'inspiration. Paris 2024 devra reprendre sa place dans le paysage collectif, mais en veillant à rester à sa place », conclut-il.

Conclusion

La priorité pour les organisateurs des Jeux de Tokyo 2021 est désormais de chiffrer les coûts du report et de réduire les dépenses. Un report d'une telle ampleur implique de nombreux défis, et les discussions pour pallier à ces nouveaux problèmes pourraient durer plusieurs semaines, voire plusieurs mois. Lors d'une visioconférence le 16 avril, le CIO et le Comité d'organisation des Jeux Olympiques ont insisté sur la nécessité de « *réduire les coûts pour le Japon* »³⁰. Si une nouvelle feuille de route sera arrêtée en mai prochain, Les organisateurs réfléchissent à effectuer des coupes dans les « *extras* » des Jeux, comme l'accueil des commanditaires, des télédiffuseurs et des divers comités olympiques³¹. Selon Yoshiro Mori, le président du Comité d'organisation cité par le média japonais Kyodo News, les cérémonies d'ouverture et de clôture pourraient également être « *drastiquement revues* »³².

D'autant que l'impact positif des Jeux Olympiques et Paralympiques sur l'économie japonaise pourrait être plus faible qu'estimé en 2021. Si John Coates, membre de l'équipe d'inspection du CIO espère que les Jeux pourront offrir un « *électrochoc à l'économie* » et « *relancer l'industrie touristique* », les économistes se montrent plus prudents. Selon des avis recueillis par l'AFP, l'impact des Jeux sur la relance économique du Japon sera « *négligeable en raison de la taille de*

³⁰ M. V., « Après le report, priorité à la réduction de coûts pour les Jeux de Tokyo 2021 », *L'Équipe*, 16 avril 2020. URL : <https://www.lequipe.fr/Tous-sports/Actualites/Après-le-report-priorite-a-la-reduction-de-coûts-pour-les-jeux-de-tokyo-2021/1127649>.

³¹ WADE Stephen, « JO de Tokyo : les « extras » pourraient être coupés », *La Presse*, 16 avril 2020. URL : <https://www.lapresse.ca/sports/tokyo-2020/202004/16/01-5269621-jo-de-tokyo-les-extras-pourraient-etre-coupees.php>.

³² AFP, « Le Comité d'organisation prévient que les Jeux ne pourront pas être de nouveau reportés », *Le Figaro*, 23 avril 2020. <https://sport24.lefigaro.fr/jeux-olympiques/tokyo-2020/actualites/le-comite-d-organisation-previent-que-les-jo-de-tokyo-ne-pourront-pas-etre-de-nouveau-reportes-1000086>.

Ambassadeurs de la Jeunesse

l'économie du pays [...] et des retombées économiques et touristiques limitées d'un événement qui s'étale sur 17 jours »³³. L'ensemble des experts du monde olympique s'inquiète particulièrement d'une fréquentation moindre des Jeux en 2021. Les visiteurs pourraient se montrer réticents à se rendre aux Jeux, ne serait-ce que par crainte d'une nouvelle crise sanitaire.

Le Japon et le CIO espéraient faire du report des Jeux de Tokyo une opportunité, un symbole de la résilience du monde face à la pandémie. Le communiqué du CIO publié le 24 mars voyait dans l'organisation des Jeux à l'été 2021 une « *lueur d'espoir pour le monde en ces temps troublés et que la flamme olympique pourrait devenir la lumière au bout du tunnel dans lequel le monde se trouve actuellement* »³⁴. Les Jeux seraient alors perçus comme la victoire de l'humanité face au coronavirus.

Pourtant, de nombreuses voix se sont élevées ces derniers jours pour soulever la question d'un report plus long. Le directeur général des Jeux, Toshiro Muto, s'est montré très prudent sur la tenue des Jeux à l'été 2021, soulignant que « *personne n'est capable de dire si tout sera sous contrôle en juillet prochain. Nous ne sommes certainement pas en position d'apporter une réponse claire* »³⁵. Pessimiste, Kentaro Iwata, professeur au département des maladies infectieuses de l'université de Kobe, a averti que « *la bonne de la grand-messe du sport mondial nécessiterait que non seulement le Japon mais également le reste du monde soient venus à bout de la maladie d'ici là* »³⁶.

Le Président de Tokyo 2020, Yoshiro Mori a cependant estimé que les Jeux ne pourraient pas être repoussés au-delà de 2021. « *En pensant*

³³ WADE Stephen, « Les JO de Tokyo ne stimuleront pas l'économie », *La Presse*, 17 avril 2020. URL : <https://www.lapresse.ca/sports/tokyo-2020/202004/17/01-5269774-les-jo-de-tokyo-ne-stimuleront-pas-leconomie.php>.

³⁴ Comité International Olympique, *Communiqué commun du Comité International Olympique et du Comité d'organisation de Tokyo 2020*, 24 mars 2020.

³⁵ MESSIAS Thomas, « Les JO de Tokyo en 2021 ? Ce n'est pas gagné », *Slate*, 11 avril 2020. URL : <http://www.slate.fr/story/189525/jeux-olympiques-tokyo-coronavirus-covid-2021-report>.

³⁶ Le Figaro, *Op. Cit.*

Ambassadeurs de la Jeunesse

tant aux athlètes qu'aux problèmes pour l'organisation, il est techniquement difficile de reporter de deux ans »³⁷, a-t-il indiqué, ajoutant que le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, avait décidé que « la voie à suivre était un report d'un an ».

Une ère d'incertitude s'est donc ouverte pour le monde de l'olympisme. 2021, 2022, annulation ? La date des Jeux Olympiques et Paralympiques 2020 pourrait bien devenir la question piège du prochain siècle.

³⁷ KOHLHUBER Nicolas, « JO 2020 : Un second report est impossible », *24Matins*, 23 avril 2020. URL : <https://www.24matins.fr/topnews/sport/jo-2020-un-second-report-est-impossible-1179634>.